

Contribution à la conférence nationale du PCF des 10 et 11 avril 2021
Élections présidentielles et législatives 2022
Hervé Bramy
Section du Blanc-Mesnil - Fédération de la Seine-Saint-Denis

Conditions : de quoi parle-t-on ?

A ce stade, nous n'en sommes pas à l'heure du vote. Cette contribution est donc une première approche du débat. Je me propose donc de poser quelques éléments de réflexions.

Le CN du 13 mars doit proposer un texte d'orientation pour la Conférence nationale. Je ne m'interdirai pas, dès lors, d'apporter une nouvelle contribution une fois ce texte mis à disposition.

1. Ce débat intervient dans une situation complexe à plus d'un titre. Disons de façon très schématique que :

- La pandémie de la Covid 19 réduit considérablement les contacts et les relations sociales donc politiques entre militants et avec les citoyen·ne·s pour penser l'après société capitaliste
- La superposition du débat de la présidentielle et des législatives au moment où se décide nos choix pour les élections départementales et régionales comme notre entrée en campagne est loin de faciliter l'expression du libre arbitre de chacun·e
- La gauche est affaiblie et dispersée selon les enquêtes d'opinion en notre possession. A priori, aucune force, seule, ne peut prétendre remporter l'élection présidentielle.
- Une recomposition des forces de droite est engagée. Après l'absorption d'une partie de LR par Macron la tentation est grande de construire une alliance des droites, dure et extrême. Ceci nourrit une série d'initiatives de Macron pour conforter un éventuel duel Macron Lepen pour 2022 et conduit LR à une surenchère anti républicaine sur le programme de l'extrême droite
- Le capital surfe sur la pandémie notamment pour les grands groupes qui s'enrichissent (accompagnés par les aides de l'État) alors qu'à l'autre bout le chômage, la précarité, le chômage et la pauvreté se développent.
- L'anticommunisme est fort et virulent, ici, en Europe et dans le monde. IL se réfère, dans les consciences, à une image dépassée des nécessités de la transformation radicale de notre temps.

2. Conditions d'une candidature communiste en 2022, de quoi parle-t-on ?

Pour rappel la décision du 38e Congrès :

5.3 - Être présents avec nos propres candidats à toutes les élections

Il est essentiel d'être présents avec nos propres candidats à toutes les élections. Notre ambition est d'avoir, en renforçant l'influence de nos idées, le plus d'élus·e·s possible, à tous les niveaux. Ils et elles agissent au service des travailleurs et de leurs familles, et pour faire bouger la situation. L'élection présidentielle, dont nous combattons le principe, est cependant un moment structurant de la vie politique. Elle est l'occasion pour chaque formation de mettre en débat son projet et ses idées.

Le parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022.

Le parti doit travailler à créer les conditions... Il me semble que le CN puis la conférence nationale doivent discuter de ces "conditions". De quoi parle-t-on au juste ? Le Parti, c'est à dire ses dirigeants, ses animateurs, ses militant·e·s, ses élu·e·s bien entendu. Mais sous quelle forme ce travail doit-il s'engager et prendre forme ? Très modestement notre section a pris l'initiative d'éditer un document afin d'instruire le débat sur la présidentielle que vous trouverez en pièce

jointe. Cela risque d'être insuffisant. Le débat en assemblée générale et en réunion de quartier doit y contribuer.

Conditions ?

Conditions d'organisation du Parti et du déploiement de sa force militante réelle? Obtention de résultats électoraux encourageants – à quels seuils faut-il les situer - ? Contexte politique avéré à une prise en compte nouvelle des idées communistes dans la société ? Existence d'un possible et réel rassemblement de forces actives dans la société porteur d'un projet partagé d'émancipation communiste? Simple vote d'une majorité d'adhérent·e·s cotisant·e·s favorables à ce choix sans « réel » débat sur les conditions ? Décider d'une candidature communiste pour simplement peser sur les élections législatives qui suivront ?

Puisque le Parti doit travailler à ces conditions je souhaite que le CN puis la Conférence nationale éclairent ces enjeux avant le vote du mois de mai.

De ce point de vue, si nous devons collectivement considérer que les conditions ne sont pas réunies alors le CN et la Conférence nationale devraient ouvrir le débat sur l'utilité et les possibilités, les conditions d'une candidature commune.

3. En aucun cas nous ne pouvons nous résoudre à une candidature de témoignage.

Une candidature communiste à l'élection présidentielle n'a de sens que si son discours porte, au-delà des propositions, sur le projet communiste du XXI^e siècle. Ouvrir une perspective politique à toutes celles et tous ceux luttant dans les entreprises comme dans de très nombreux champs de la société (démocratie, droits sociaux et humains, réfugiés, féminisme, travail, écologie, numérique, économie sociale et solidaire...) suppose de faire la démonstration que la vision communiste, crédible et pertinente, que nous « défendons » est la réponse aux recherches d'alternative en cours.

Je me permets une incise de mon point de vue déterminante. La gauche, le communisme sans écologie c'est aujourd'hui inconcevable. Pas l'écologie qui teinte notre vision communiste qui parsème, ici où là, nos discours de quelques appendices mais l'écologie comme élément intrinsèque de notre vision communiste. Une écologie alliée au social pour lutter contre toutes les inégalités. C'est ce que nous avons appelé lors du 38^e Congrès l'écommunisme.

4. Ni à une candidature de ralliement

Nous ne pouvons pas exclure que notre débat débouche sur un autre choix qu'une candidature communiste parce que nous considérerons que les conditions ne sont pas remplies. Dès lors, l'hypothèse d'une **candidature commune** n'est donc pas à rejeter d'emblée.

Je dis bien candidature commune ce qui suppose en aucun cas un ralliement à un·e candidat·e déjà déclaré·e.. « La société d'après », post Covid, un temps espérée reste tout de même à l'ordre du jour. L'alternative au « en même temps » de Macron, à la droite et à son extrême ou à toute alliance de ces dernières est souhaitée par une majorité de nos concitoyens. Cependant ils n'y croient pas du fait de la division de ces mêmes forces et dans une moindre mesure de la querelle des « égos ». Pas d'autre chemin que celui d'ouvrir une perspective politique commune à toutes celles et tous ceux qui recherchent une alternative, à toutes celles et tous ceux qui luttent en empruntant le chemin d'un rassemblement respectueux, équilibré véritablement co élaboré et co dirigé pour la présidentielle comme pour les législatives. De très nombreuses forces parmi les forces de gauche et écologiques, aujourd'hui dispersées mais en capacité de se rassembler seraient à mon avis disponibles pour s'engager dans ce sens. Il nous reste à en créer les conditions en relançant l'appel que nous avons élaboré ces derniers mois avant la crise de la Covid.